

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 06 FÉVRIER 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – EXPÉRIMENTATION TARIFICATIONS SOCIALE DE L'EAU**

L'an deux mille dix-neuf, le six du mois de février à dix heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – EXPÉRIMENTATION TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Dans sa séance du 4 avril 2018, le comité syndical a accepté de poursuivre l'expérimentation pour une tarification sociale de l'eau, dans l'attente de la décision de l'Etat quant à la reconduction pour trois ans du dispositif, et donné délégation au bureau pour fixer le cas échéant de nouvelles modalités.

Puis, par délibération du 3 mai 2018, le bureau syndical a accepté de reconduire l'abondement du SEBA au budget du Fonds Unique Logement (F.U.L.), pour 6 100 euros au titre de 2018.

L'article 196 de la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 prolonge cette expérimentation jusqu'au 15 avril 2021, de manière automatique pour les collectivités déjà engagées, sans aucune démarche supplémentaire.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical **DÉCIDE**, à l'unanimité des membres présents, de :

- **APPROUVER** la poursuite de l'expérimentation pour une tarification sociale de l'eau au SEBA
- **APPROUVER** le processus de délivrance des aides suivant :
  - Les usagers sollicitant une aide sont renvoyés vers les centres médico-sociaux, pour étude de leur dossier au titre du F.U.L.
  - Le F.U.L. mène l'étude des besoins et renvoie une fiche-navette au SEBA, l'informant de sa décision et des suites à donner
  - Le SEBA prend en charge 50 % du solde à régler, une franchise de 50 euros restant dans tous les cas à payer par l'usager.
- **AUTORISER** le président à signer la convention correspondante avec le Département de l'Ardèche (selon modèle joint en annexe)
- **APPROUVER** l'abondement au budget 2019 du F.U.L., pour un montant de 6 100 euros.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

**CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU FONDS  
UNIQUE LOGEMENT  
CONCERNANT LA PRISE EN CHARGE  
ET LA PREVENTION DES IMPAYES RELATIFS AUX FACTURES  
D'EAU  
  
2019 - 2021**

**ENTRE**

**Le Département de l'Ardèche**, dont le siège est situé,  
Hôtel du Département, la Chaumette,  
BP737 07007 PRIVAS Cedex

représenté par **Monsieur Laurent UGHETTO**,  
en sa qualité de Président, dûment habilité à signer la présente convention par délibération de la Commission  
Permanente en date du 10 septembre 2018

Ci-après désigné « le Département »

**ET**

**Le Fournisseur d'eau**....., dont l'adresse  
est ..... représenté  
par ....., en sa qualité de Président, dûment habilité à  
l'effet des présentes,

Ci-après désigné « Le fournisseur d'eau »

Et plus généralement désignés par « la ou les Parties ».

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE**

Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation. Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, y étant inclus l'accès à un minimum d'eau.

A cette fin, la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit qu'un fonds d'aide au paiement des obligations en matière de fourniture d'eau soit intégré dans les Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), appelé en Ardèche Fonds Unique Logement (FUL), relevant d'une compétence exclusivement départementale au 1<sup>er</sup> janvier 2005, de manière à apporter une aide aux ménages en situation de précarité, afin de préserver ou garantir leur accès à l'eau.

Par ailleurs, la loi Brottes du 15 avril 2013, a introduit une disposition, validée par le Conseil constitutionnel en 2015, visant à l'interdiction pour tout fournisseur de couper l'alimentation en eau dans une résidence principale même en cas d'impayé et cela tout au long de l'année.

En effet, faciliter l'accès à l'eau et faire qu'il ne soit pas un facteur aggravant des situations de précarité constitue un véritable enjeu de cohésion sociale sur les territoires. Ainsi, le logement et l'habitat sont des orientations transversales du Département de l'Ardèche, intégrées dans les schémas sociaux 2014-2018 et déclinées autour de trois axes :

- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement pour les ménages les plus démunis.
- Développer des logements sociaux et des logements de qualité en Ardèche.
- Impliquer les territoires dans les politiques d'habitat.

Le FUL s'inscrit dans ce cadre et fait également partie intégrante du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2018 – 2023.

#### **ARTICLE 1 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU FUL**

➤ Le dispositif du FUL est piloté par le Département, financé par le Département et les contributions des partenaires signataires.

Les modalités de fonctionnement du FUL figurent dans le règlement intérieur élaboré et approuvé par délibération du Département des 18 et 19 décembre 2014.

Le FUL a pour objet d'apporter aux ménages de bonne foi, en situation de précarité et placés de ce fait dans l'impossibilité de régulariser notamment leurs impayés de fourniture d'eau :

- Des aides curatives pour payer tout ou partie de leurs factures d'eau.
- Des aides préventives pour éviter des situations d'impayés dans le domaine de l'eau.
- Des actions de prévention pour une meilleure maîtrise de l'eau sous la forme de mesure d'accompagnement social lié au logement individuelle, et/ou d'actions collectives.

➤ Le dispositif « FUL » s'adresse aux personnes physiques domiciliées dans le Département de l'Ardèche, titulaires d'un contrat de fourniture d'eau, pour le paiement des factures liées à la fourniture d'eau de leur résidence principale ou pour la mise en œuvre d'actions de prévention.

En particulier conformément à la loi, les critères d'éligibilité ne peuvent reposer que sur le niveau des ressources des personnes ainsi que sur l'importance et la nature de leurs difficultés.

#### **ARTICLE 2 : OBJET DE LA STRUCTURE**

Le Fournisseur d'eau.....

#### **ARTICLE 3 : OBJET DE LA CONVENTION**

Cette convention a pour objet la définition des modalités de collaboration entre le fournisseur d'eau et les services du Département dans la mise en œuvre des aides aux impayés d'eau dans le cadre du FUL, dans une démarche curative et préventive.

## **ARTICLE 4 : LE FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF du FUL**

### ➤ ***Le dépôt de la demande d'aide***

- En-dehors de toute intervention d'un Travailleur Social, le débiteur se doit de rechercher auprès de son fournisseur des solutions de règlement de sa dette.
- La saisine du FUL, en vue d'une aide à la prise en charge financière d'un impayé d'eau, est effectuée soit par le demandeur lui-même, soit par toute personne ou organisme qui, disposant de l'accord préalable du demandeur, a intérêt ou vocation à le faire, dès lors que la demande répond aux critères de recevabilité du règlement intérieur du FUL.

### ➤ ***L'instruction***

- Les demandes d'aides sont instruites par les Travailleurs Sociaux du Département ou d'autres institutions dans le cadre de leurs missions, et traitées administrativement par le secrétariat logement de la Direction Territoriale d'Action Sociale du Département (ci-après DTAS) géographiquement compétente.
- Lors de l'instruction, le travailleur social :
  - Propose au ménage, en fonction de sa situation, toute action susceptible de l'aider à la résolution de ses difficultés de paiement de facture. Cette action peut impliquer tout partenaire du FUL.
  - Initie systématiquement une prise de contact avec le fournisseur, notamment en vue de l'informer d'un dépôt d'une demande d'aide au FUL par l'un de ses usagers.

### ➤ ***L'examen et la décision***

- Les demandes font l'objet d'un examen au fil de l'eau et d'une décision rapide prononcée par un cadre de la DTAS par délégation du Président.
- La décision prise peut consister en l'attribution d'une aide financière pour la prise en charge totale ou partielle des factures impayées. Cette prise en charge peut être effectuée sous forme de subvention.
- Par ailleurs, des décisions peuvent être prises en urgence pour les situations graves, pour lesquelles l'arrêt des fournitures d'eau est envisagé ou prolongé.

### ➤ ***La notification***

Une notification de décision est adressée au demandeur et une copie de cette décision est transmise au Travailleur Social.

## **ARTICLE 5 : LES ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU DEPARTEMENT**

Le Département s'engage dans le cadre:

### ➤ ***Du dépôt de la demande d'aide :***

à informer les usagers en difficulté des possibilités d'intervention du Fonds.

### ➤ ***De l'instruction :***

à informer le fournisseur du dépôt d'un dossier auprès du Fonds, en utilisant les différents canaux mis à disposition par le biais d'une fiche navette (annexée au RI du FUL).

### ➤ ***De l'examen et de la décision :***

à veiller à ce que le délai entre le dépôt d'une demande d'aide et la notification de la décision du FUL au fournisseur, n'excède pas 60 jours, sauf cas exceptionnels qui seront alors communiqués.

### ➤ ***De la notification :***

à communiquer au fournisseur mensuellement, un récapitulatif nominatif des aides décidées dans le cadre du FUL, concernant ses clients. Ce document fait apparaître pour chaque demande le montant et la forme (abandon de créance, subvention) de l'aide accordée ainsi que les coordonnées du bénéficiaire.

## **ARTICLE 6: LES ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU FOURNISSEUR**

**Concernant le traitement des dossiers individuels, le fournisseur s'engage dans le cadre :**

➤ ***Du dépôt de la demande d'aide :***

- à accepter tout acompte proposé par les clients qui ont fait l'objet d'une demande d'aide FUL,
- à garantir une réponse adaptée notamment sous forme de plans d'apurement négociés avec les clients lorsque cela s'avère possible.
- à communiquer aux clients en difficulté, notamment ceux qui ne peuvent assumer un plan d'apurement pour tout ou partie de la créance, les informations utiles sur le dispositif FUL et sur les démarches à effectuer pour déposer une demande d'aide.

➤ ***De l'instruction :***

- à mettre à disposition des Travailleurs Sociaux, les coordonnées d'interlocuteurs permettant informations et échanges avec le fournisseur d'eau ou son délégataire, afin de faciliter l'accès à l'information des travailleurs sociaux et de les appuyer dans les conseils à apporter aux ménages, face aux différentes situations rencontrées,
- à maintenir la fourniture d'eau à la puissance souscrite par le client débiteur et à suspendre la procédure contentieuse à son encontre, durant le temps nécessaire à l'instruction de sa demande FUL (sous un délai maximum de 3 mois à compter de la saisine).

➤ ***De la notification :***

à proposer aux clients ayant bénéficié d'une aide du FUL, des solutions adaptées et personnalisées au paiement du solde éventuel de la dette ainsi que des factures courantes.

➤ ***De la déduction de l'aide accordée :***

- à abandonner systématiquement les frais de rejet de paiement et à annuler les frais de pénalité relatifs à la dette concernée par la demande d'aide FUL, dès lors qu'une décision favorable de celui-ci est accordée sur la facture du débiteur,
- à abandonner sa quote-part en fonction de son engagement conventionnel avec le FUL, ou à déduire le montant de subvention versée par le FUL.
- A proposer au débiteur, lorsque l'aide attribuée ne couvre qu'une partie de la dette, des modalités de règlement du solde adaptées aux capacités du ménage et concertées avec le référent social qui a instruit le dossier.

**Dans le cadre de la contribution au dispositif FUL, le fournisseur d'eau s'engage à :**

- Informer les partenaires du FUL annuellement, via le Service Action Sociale Logement (SASOL), de l'évolution de sa couverture territoriale en tant que fournisseur.
- Communiquer aux partenaires du FUL, via le SASOL, en début d'exercice, les modalités de calcul et le montant de l'enveloppe financière dédiés aux abandons de créances pour le département de l'Ardèche et en cours d'exercice le niveau de consommation de cette enveloppe, ou le cas échéant communiquer le montant de la dotation versée au FUL.
- Informer les partenaires du FUL, via le SASOL, des modalités de mobilisation des aides et outils de prévention mis en place par le fournisseur d'eau (chèque eau...)
- Apporter des éléments de réponses aux sollicitations du Comité Partenariale du FUL (CTP FUL), portant sur des dossiers complexes ou des dossiers de recours concernant un client du fournisseur.
- Se concerter avec l'ensemble des partenaires locaux, notamment les services sociaux et les associations, en vue de simplifier au maximum les démarches des clients et de retenir les solutions les mieux adaptées aux difficultés rencontrées par les personnes et proposer et/ou contribuer à des actions de prévention

## **ARTICLE 7 : GOUVERNANCE**

Le suivi et la bonne mise en œuvre de la convention et le cas échéant son adaptation aux difficultés rencontrées, se fait au travers des instances de gouvernance du FUL, du comité partenarial du PDALHPD et des liaisons régulières entre le Département et le fournisseur.

### 7.1. Les instances de gouvernance du FUL

Le Département de l'Ardèche est responsable et garant du bon fonctionnement du dispositif FUL tant sur le plan de l'application des critères d'attribution des aides du FUL et du respect des délais d'instruction prescrits par le décret de 2008, que sur l'utilisation du budget du FUL. A ce titre il anime les instances du dispositif. Le fournisseur, en tant que partenaire du Fonds, est membre de ces instances, il dispose d'une voix consultative et est signataire de la charte partenariale prévue par le règlement intérieur du Fonds.

#### ➤ **Le comité stratégique**

Il est composé des représentants de l'ensemble des partenaires du Fonds, financeurs ou non financeurs. Il se réunit au minimum 2 fois par an à l'initiative du Président du Département.

Le comité stratégique a pour rôle d'assurer le suivi et le pilotage du Fonds, à savoir :

- analyser les résultats financiers et sociaux ainsi que le bilan d'activité du Fonds,
- définir le budget annuel du Fonds,
- examiner les projets d'évolution du règlement intérieur,
- proposer et valider de nouvelles orientations, dont les modalités de mise en œuvre peuvent être déléguées au Comité Technique Partenarial du FUL.

#### ➤ **Le comité Technique Partenarial du FUL (CTPFUL)**

Il est composé des représentants des partenaires du Fonds dûment habilités, et pourra s'ouvrir, au besoin, à d'autres membres. Il se réunit mensuellement à l'initiative du Président du Département.

Le CTPFUL a pour rôle :

- d'assurer la mission d'observation à l'égard du Fonds et à ce titre :
  - assurer un suivi de l'activité du dispositif,
  - réfléchir, proposer, élaborer et donner des avis sur des adaptations ou des évolutions du règlement Intérieur du Fonds,
  - repérer les logements réputés indignes ou ne satisfaisant pas aux critères de décence.
- d'examiner et d'émettre un avis technique concernant :
  - les interventions du fonds au titre des actions de prévention,
  - les demandes de recours gracieux,
  - les dossiers relevant d'un examen particulier qui lui seront transmis afin d'apporter une réponse concertée des partenaires du Fonds, de donner des consignes d'interprétation du règlement intérieur du Fonds et d'apprécier l'opportunité d'une adaptation du règlement.

Le Département s'engage particulièrement à :

- inviter le fournisseur à participer aux instances dont il est membre,
- inviter le fournisseur à participer à toute réunion de travail concernant le dispositif portant sur des questions relatives à l'eau.

Le fournisseur d'eau s'engage particulièrement à :

- participer aux instances dont il est membre et auxquelles il sera invité,
- signer et respecter la charte partenariale annexée au règlement intérieur du FUL,
- désigner, en son sein, un Correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié du FUL pour des dossiers très sensibles.

### 7.2. Le Comité Partenarial du PDALHPD

Le comité partenarial du PDALHPD réunit annuellement sous la co-présidence des services de l'Etat et du Département tous les acteurs concernés par la mise en œuvre du plan afin d'en présenter le bilan et les perspectives et de mettre en débat des sujets relatifs au plan.

Le fournisseur d'eau est invité au comité partenarial du PDALHPD.



### 7.3. Les Liaisons régulières

Le Département et le fournisseur s'engagent à organiser des liaisons et des rencontres bilatérales autant que de besoin afin de :

- vérifier et faire évoluer la mise en œuvre de la présente convention,
- s'informer mutuellement de toute évolution susceptible d'engendrer une modification des modalités de collaboration prévue par la présente convention.

Les correspondants pour le fournisseur sont :

Fonction	Chef des services administratif et financier	Correspondants solidarité
Tél. Fixe		
Adresse		

Les correspondants pour le Département de l'Ardèche sont :

Fonction	Chef du Service Action Sociale Logement	Chargée de Mission Prévention Logement
Nom	Brigitte PION	Jessica EBERLIN
Tél. Fixe	04.75.66.78.02	04.75.66.78.71
Adresse	Département de l'Ardèche Direction Générale Adjointe Solidarités, Education, Jeunesse Direction de l'Action Sociale de Proximité et de l'Insertion Service Action Sociale Logement Pole Astier Froment 2 bis rue de la Recluse 07 000 PRIVAS	

### **ARTICLE 8 : EVALUATION**

Le Département s'engage à communiquer au fournisseur les données transmises à l'ensemble des partenaires du Fonds dans le cadre du bilan d'activité et financier du Fonds prévu par le règlement intérieur.

Le fournisseur s'engage à établir chaque année et à communiquer au Département un bilan des aides complémentaires apportées par le fournisseur d'eau aux ménages aidés dans le cadre du FUL au titre d'un impayé de fourniture d'eau.

### **ARTICLE 9 : GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et, lorsqu'il sera applicable, du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Par conséquent, chaque partie s'engage à traiter lesdites données personnelles dans le respect des réglementations en vigueur, et à cet égard, s'engage à :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont elle recueille les données des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur ;



- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles en exécution de la Convention dont les sous-traitants ;
- Prévoir, au sein des contrats l'unissant à ses sous-traitants, les éléments obligatoires prévus par l'article 28 du RGPD et s'assurer du respect, par lesdits sous-traitants, des obligations contractuelles prévues ;
- N'effectuer aucun transfert de données personnelles en dehors du territoire de l'Union européenne, hormis vers des pays tiers présentant un niveau de protection adéquat au sens des autorités de contrôle ou vers un tiers répondant aux exigences juridiques, organisationnelles et techniques prévues par la réglementation en vigueur, s'agissant des données personnelles transmises au titre de la Convention ;
- Mettre en place tout système de sécurisation des données qui serait requis en raison d'une législation spécifique imposant de recourir à des modalités déterminées de conservation des données ;
- Alerter sans délai l'autre Partie en cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée des données personnelles collectées dans le cadre de la Convention, afin de permettre à la Partie ayant collecté les données d'alerter les personnes concernées et de se conformer à ses obligations au sens de la réglementation susmentionnée.

Les personnes concernées disposent sur leurs données personnelles des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition, et peuvent à tout moment révoquer leur consentement aux traitements.

Les personnes concernées seront susceptibles de faire valoir leurs droits directement auprès du Responsable de traitement. Cette Partie s'engage à y faire droit dans les délais réglementaires.

Chaque Partie s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de la présente Convention à ses propres fins ou pour le compte de tiers, à l'exception de l'exécution de la présente Convention et s'engage à modifier ou supprimer, à la demande de la personne dont les données sont traitées, sous réserve qu'il ne s'agisse pas de données obligatoires, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution du Contrat, toute donnée personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations, sous réserve des délais légaux de conservation des données.

Chacune des Parties, lorsqu'elle est qualifiée de responsable du traitement, fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, ainsi que du respect de la réglementation susmentionnée ; en particulier chaque Partie doit vérifier que le traitement de données personnelles auquel elle procède est licite et qu'elle recueille le consentement de la personne concernée lorsqu'il est nécessaire.

#### **ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente Convention est conclue pour une durée d'un an, couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 Décembre 2019.

#### **ARTICLE 11 : CONTRIBUTION FINANCIERE**

Le fournisseur communiquera par courrier au SASOL, en application de l'article 6 de la présente convention, courant janvier 2019, les modalités de calcul et montant de l'enveloppe dédié aux abandons de créances et/ou le montant de la dotation au FUL pour l'exercice 2019.

#### **ARTICLE 8 : COMMUNICATION**

Dans le cadre de leur communication respective, les parties peuvent faire état de leur participation commune au financement du FUL du Département.

#### **ARTICLE 12 : REVISION ET RESILIATION**

##### **➤ Révision**

La présente convention pourra être modifiée par avenant, notamment suite à des modifications légales ou réglementaires, selon accord des parties.

##### **➤ Résiliation**

D'un commun accord ou en cas de non-respect de l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse.

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties rechercheront un accord amiable, dans un délai d'un mois à compter de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception, du différend, par la Partie la plus diligente.

En cas d'échec de cette procédure de règlement amiable, le différend sera alors porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Privas le....., en deux exemplaires originaux dont un est remis au fournisseur d'eau et un est remis au Département.

**Pour le Département,**  
Le Président

**Pour le fournisseur d'eau,**  
Le Président

PROJET DE CONVENTION